

STRABAG DÉTERMINÉ À SE DÉVELOPPER EN ALLEMAGNE. Malgré la crise et les problèmes de surcapacité du marché, le major du BTP autrichien Strabag veut continuer à renforcer ses positions en Allemagne. "Nous ne sommes pas en train de nous retirer du marché. Au contraire, nous cherchons à nous consolider", a déclaré le patron de Strabag AG, la filiale du groupe autrichien, dans une interview au magazine économique "Wirtschaftswoche". Thomas Birtel ne veut en aucun cas suivre l'exemple de Hochtief et de Bilfinger Berger. "La construction reste la principale activité de notre entreprise", a-t-il insisté. Strabag AG estime être le leader en Allemagne dans le secteur du gros et du second œuvre, ainsi que dans le bâtiment industriel, devant Hochtief et Bilfinger Berger. Néanmoins, Strabag ne prévoit pas d'amélioration du chiffre d'affaires avant 2013. "L'Allemagne ne sera pas un marché de croissance dans les trois à quatre prochaines années", affirme-t-il. Strabag travaillera donc aussi sur les petits projets, a ajouté Thomas Birtel, en prenant des contrats à partir de 500 000 €, voire moins dans le gros œuvre.

VINCI RÉCOMPENSE L'INNOVATION EN EUROPE. Le n°1 mondial du BTP et des services associés vient de remettre ses "Prix de l'innovation" dans la catégorie "Région internationale", qui inclut l'Europe en dehors de celle du Nord et de l'Est. Cette compétition, qui récompense l'innovation des filiales du groupe, a distingué trois entreprises européennes. Vinci a remis à Spark Iberica, Spark Telecom et Vinci Energies un prix dans la catégorie "Matériels et outils" relatif à un dispositif de sécurité pour des travaux avec des échelles appuyés sur des pylônes. Dans la section "Développement durable", le constructeur a primé Gefyra Litourgia, exploitant du pont Rion Antirion en Grèce, et Vinci Concessions, pour un programme de compensation des émissions de gaz à effet de serre. Enfin, l'Espagnol Kronsa International a reçu le prix spécial du jury pour un mouton hydraulique pour essais de charge dynamique sur micropieux.

Commentaire. Le prix reçu par Vinci Concessions pour le pont Rion Antirion a récompensé une série d'initiatives (moins utilisation des véhicules de patrouille, diminution de l'éclairage décoratif du pont ...) qui a abouti à réduire significativement les émissions de CO₂ (1 700 t). "Ce ne sont pas des innovations techniques mais de bon sens, estime le responsable du projet, Bernard Galtier, mais ces nouveaux modes de fonctionnement plus respectueux de l'environnement restent une nouveauté culturelle dans un pays comme la Grèce."

LES CONSTRUCTEURS INTERNATIONAUX ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Réunis les 8 et 9 octobre à Anvers pour leur assemblée générale, les European International Contractors (EIC), avaient choisi de débattre des tendances et défis de la construction durable.

Alors que le BTP pèse 1 300 milliards d'€ (soit 10,4 % du PIB européen, répartis comme suit : 31 % dans la construction non résidentielle, 20 % dans le résidentiel, 21 % dans le génie civil et 28 % dans la rénovation) et occupe 16,3 millions de personnes (7,6 % de l'emploi total), l'état des lieux dressé par Scott Steedman, de la société d'ingénierie américaine Foster Wheeler Energy, est très clair : moins de 3 % des entreprises du secteur sont fortement impliquées dans la R&D et moins de 10 % d'entre elles sont capables de développer de nouveaux savoir-faire ou technologies. En fait, 70 % des entreprises se contentent, selon lui, de suivre les réglementations existantes. C'est dire l'inertie de ce secteur d'activité au moment où les pouvoirs publics souhaitent que cette industrie jusqu'ici très grosse émettrice (les bâtiments représentent plus de 40 % des émissions de CO₂) devienne économe en carbone.

"Le carbone est devenu le déterminant majeur dans la conception des bâtiments. Il faut absolument se concentrer sur ce point", estime-t-il. Et d'ajouter : "Pour réussir la transformation de cette industrie, il faut passer à la vitesse su-

périeure en termes de performance". Pour Daniel Dowling, du cabinet de consultants WSP spécialisé dans l'immobilier, l'environnement et les transports, "la réglementation est l'axe d'intervention le plus pertinent car lui seul permet de changer d'échelle et de toucher l'ensemble des acteurs d'un secteur qui est par nature très éclaté". A commencer par la réglementation européenne, dont Pavel Misiga, chef d'unité à la Direction générale Environnement de la Commission européenne, a dressé un rapide tableau : produits chimiques, produits de construction, écoconception des produits consommateurs d'énergie, écolabels, efficacité énergétique des bâtiments, marchés publics verts, etc.

"Le développement durable est encore souvent perçu comme un concept, mais il va profondément imprimer sa marque sur le secteur au cours des prochaines années, que ce soit la conception des bâtiments, le développement de produits – et donc de nouveaux marchés – ou le développement de référentiels pour les bâtiments verts", indique M. Steedman. Ceux-ci sont déjà nombreux : il existerait ainsi pas moins de 252 notations différentes des bâtiments dans le monde. Le paysage va nécessairement se clarifier avec la montée en puissance de quelques labels de référence et la mise au point d'outils pertinents de calcul de la performance. Pour M. Dowling, "la la-

bellisation des travaux se développera dans un deuxième temps".

Croissance lente du marché de la construction durable

A l'issue des exposés de la conférence, les entrepreneurs des grands groupes de construction européens ont pu exprimer leur avis, via un système de vote électronique. En voici les résultats :

- 56 % d'entre eux pensent que les ventes et profits réalisés en matière de construction durable croîtront lentement d'ici 5 ans.
- 53 % estiment que le coût des mesures est un obstacle majeur au développement d'une industrie de construction durable (31 % stigmatisent le manque de volonté d'agir, 14 % le manque de règles claires, et 12 % le défaut de techniques ou de savoir-faire)
- 49 % des sociétés représentées sont certifiées EMAS ou ISO 14001 (et 27 % prévoient de le devenir).
- 77 % jugent qu'une harmonisation européenne des critères en matière de marchés publics verts serait bénéfique.
- 60 % estiment que c'est sur la conception qu'ils peuvent agir le plus fortement en faveur de la durabilité (40 % mettent en avant le choix des matériaux ou les types de marchés).

(*) Les EIC regroupent 15 fédérations de majors européens travaillant à l'international.